

Qui se bat en Syrie ?

par *Thierry Meyssan*

Alors que la presse occidentale présente l'Armée syrienne libre comme une organisation révolutionnaire armée, Thierry Meyssan affirme depuis plus d'un an qu'il s'agit au contraire d'une formation contre-révolutionnaire. Selon lui, elle serait progressivement passée des mains des monarchies réactionnaires du Golfe à celle de la Turquie, agissant pour l'OTAN. Une telle affirmation à contre-courant requiert une démonstration argumentée...

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 23 JUILLET 2012

ENGLISH ITALIANO



Depuis 18 mois, la Syrie est en proie à des troubles qui n'ont cessé d'augmenter jusqu'à devenir un vaste conflit armé ayant déjà causé la mort d'environ 20 000 personnes. S'il y a consensus sur ce constat, les narrations et les interprétations divergent au-delà.

Pour les États occidentaux et leur presse, les Syriens aspireraient à vivre à l'occidentale dans des démocraties de marché. Suivant les modèles tunisien, égyptien et libyen du « *printemps arabe* », ils se seraient soulevés pour renverser leur dictateur Bachar el-Assad.

Celui-ci aurait réprimé les manifestations dans le sang. Alors que les Occidentaux auraient souhaité intervenir pour faire cesser le massacre, les Russes et les Chinois, par intérêt ou par mépris de la vie humaine, s'y seraient opposés.

Au contraire, pour tous les États qui ne sont pas vassalisés par les USA et pour leur presse, les États-Unis auraient lancé une opération contre la Syrie qu'ils planifiaient de longue date. D'abord par le truchement de leurs alliés régionaux, puis directement, ils auraient infiltré des bandes armées qui ont déstabilisé le pays, sur le modèle des Contras du Nicaragua. Cependant ceux-ci n'auraient trouvé qu'un très faible soutien intérieur et auraient été mis en déroute pendant que la Russie et la Chine aurait empêché l'OTAN d'anéantir l'armée syrienne et de renverser ainsi l'équation régionale.

Qui dit vrai ? Qui se trompe ?

Les groupes armés en Syrie ne défendent pas la démocratie, ils la combattent

En premier lieu, l'interprétation des événements syriens comme un épisode du « *printemps arabe* » est une illusion car ce « *printemps* » n'a pas de réalité. C'est un slogan publicitaire pour présenter positivement des faits hétéroclites. S'il y a bien eu une révolte populaire en Tunisie, au Yémen et au Bahrein, il n'y en a pas eue, ni en Égypte, ni en Libye. En Égypte, les manifestations de rue se sont limitées à la capitale et à une certaine bourgeoisie, jamais, absolument jamais, le peuple égyptien ne s'est senti concerné par le spectacle télévisuel de la place Tahrir [1]. En Libye, il n'y a pas eu de révolte politique, mais un mouvement séparatiste de la Cyrénaïque contre le pouvoir de Tripoli, puis l'intervention militaire de l'OTAN qui a coûté la vie à environ 160 000 personnes.

La station libanaise *NourTV* a connu un vif succès en diffusant une série d'émissions d'Hassan Hamade et Georges Rahme intitulée « *Le printemps arabe, de Lawrence d'Arabie à Bernard-Henri Lévy* ».

Les auteurs y développent l'idée que le « *printemps arabe* » est un remake de la « *révolte arabe* » de 1916–1918 orchestrée par les Britanniques contre les Ottomans. Cette fois, les occidentaux ont manipulé les situations pour renverser une génération de leaders et imposer les Frères musulmans. De fait, le « *printemps arabe* » relève de la publicité mensongère. Désormais, le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, et Gaza sont gouvernés par une confrérie qui d'un côté impose un ordre moral, et de l'autre soutient le sionisme et le capitalisme pseudo-libéral, c'est-à-dire les intérêts d'Israël et des Anglo-Saxons. L'illusion s'est dissipée. Certains auteurs, comme le Syrien Said Hilal Alcharifi raillent désormais le « *printemps otanien* ».

Deuxièmement, les dirigeants du Conseil national syrien (CNS) comme les commandants de l'Armée syrienne libre (ASL) ne sont aucunement des démocrates, au sens qu'ils seraient favorables à « *un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple* », suivant la formule d'Abraham Lincoln reprise dans la Constitution française.

Ainsi, le premier président du CNS fut l'universitaire parisien Burhan Ghalioun. Il n'était aucunement « *un opposant syrien persécuté par le régime* » puisqu'il venait et circulait librement dans son pays. Il n'était pas non plus un « *intellectuel laïque* » comme il le prétend, puisqu'il était le conseiller politique de l'Algérien Abbassi Madani, président du Front islamique du salut (FIS), aujourd'hui réfugié au Qatar.

Son successeur, Abdel Basset Syda [2], n'est entré en politique qu'au cours des derniers mois, et s'est immédiatement affirmé comme un simple exécutant des volontés états-uniennes. Dès son élection à la tête du CNS, il s'est engagé non pas à défendre la volonté de son peuple, mais à appliquer la « *feuille de route* » que Washington a rédigé pour la Syrie : *The Day after*.

Les combattants de l'Armée syrienne libre ne sont pas plus des militants de la démocratie. Ils reconnaissent l'autorité spirituelle du cheikh Adnan al-Arour, un prêcheur takfiriste, qui appelle à renverser et à tuer Bachar el-Assad non pour des motifs politiques, mais uniquement parce qu'il est de confession alaouite, c'est-à-dire hérétique à ses yeux. Tous les officiers identifiés de l'ASL

sont sunnites et toutes les brigades de l'ASL portent des noms de figures historiques sunnites. Les « *tribunaux révolutionnaires* » de l'ASL condamnent à mort leurs opposants politiques (et pas seulement les partisans de Bachar el-Assad) et les mécréants qu'ils égorgent en public. Le programme de l'ASL est de mettre fin au régime laïque installé par le Baas, le PSNS et les communistes au profit d'un régime confessionnel sunnite pur.

Le conflit syrien a été prémédité par les Occidentaux

La volonté occidentale d'en finir avec la Syrie est connue et elle suffit largement à expliquer les événements actuels. Rappelons ici quelques faits qui ne laissent aucun doute sur la préméditation des événements [3].

La décision de faire la guerre à la Syrie a été prise par le président George W. Bush lors d'une réunion à Camp David, le 15 septembre 2001, juste après les attentats spectaculaires de New York et Washington. Il était prévu d'intervenir simultanément en Libye pour montrer la capacité d'action sur un double théâtre d'opération. Cette décision a été attestée par le témoignage du général Wesley Clark, ex-commandeur suprême de l'OTAN, qui y était opposé.

Dans la foulée de la chute de Bagdad, en 2003, le Congrès a adopté deux lois donnant instruction au président des États-Unis de préparer une guerre contre la Libye et une autre contre la Syrie (le *Syria Accountability Act*).

En 2004, Washington a accusé la Syrie de cacher sur son sol les armes de destruction massive que l'on ne parvenait pas à trouver en Irak. Cette accusation a fait long feu lorsqu'il a été admis que ces armes n'avaient jamais existé et n'étaient qu'un prétexte pour envahir l'Irak.

En 2005, après l'assassinat de Rafik Hariri, Washington a tenté d'entrer en guerre contre la Syrie, mais n'y est par parvenu car elle a retiré son armée du Liban. Les États-Unis ont alors suscité des faux témoignages pour accuser le président el-Assad d'avoir commandité l'attentat et ils ont créé un tribunal international d'exception pour le juger. Mais ils ont en définitive été contraints de retirer leurs fausses accusations après que leurs manipulations aient été mises à jour.

En 2006, les États-Unis ont commencé à préparer la « *révolution syrienne* » en créant le *Syria Democracy Program*. Il s'agissait de créer et de financer des groupes d'opposition pro-occidentale (comme le Mouvement pour la Justice et le Développement). Au financement officiel du département d'État s'est ajouté un financement secret de la CIA via une association californienne, le Democracy Council.

Toujours en 2006, les États-Unis ont sous-traité à Israël une guerre contre le Liban, dans l'espoir d'y impliquer la Syrie et de pouvoir intervenir. Mais la rapide victoire du Hezbollah a fait échouer ce plan.

En 2007, Israël a attaqué la Syrie, bombardant une installation militaire (Opération Orchard). Mais là encore, Damas a gardé son sang-froid et ne s'est pas laissé entraîné dans la guerre. Des vérifications ultérieures de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont montré qu'il ne s'agissait pas d'un site nucléaire, contrairement à ce qui avait été affirmé par les Israéliens.

En 2008, lors de la réunion que l'OTAN organise annuellement sous le titre Groupe de Bilderberg, la directrice de l'Arab Reform Initiative, Bassma Kodmani, et le directeur de la Stiftung Wissenschaft und Politik, Volker Perthes, exposèrent brièvement au Gotha américano-européen les avantages économiques, politiques et militaires d'une possible intervention de l'Alliance en Syrie.

En 2009, la CIA a mis en place des outils de propagande à destination de la Syrie comme la chaîne BaradaTV, basée à Londres, et OrientTV basée à Dubai.

À ces éléments historiques, ajoutons qu'une réunion s'est tenue au Caire, la seconde semaine de février 2011, autour de John McCain, Joe Lieberman et Bernard-Henry Lévy, des personnalités libyennes comme Mahmoud Jibril (alors numéro 2 du gouvernement de la Jamahiriya) et des personnalités syriennes comme Malik al-Abdeh et Ammar Qurabi. C'est cette réunion qui donna le signal des opérations secrètes qui débutèrent à la fois en Libye et en Syrie (le 15 février à Benghazi et le 17 à Damas).

En janvier 2012, les départements US d'État et de la Défense constituèrent le groupe de travail *The Day After. Supporting a democratic transition in Syria* qui rédigea à la fois une nouvelle constitution pour la Syrie et un programme de gouvernement [4].

En mai 2012, l'OTAN et le CCG mirent en place le *Working Group on Economic Recovery and Development of the Friends of the Syrian People*, sous co-présidence allemande et émiratie. L'économiste syro-britannique Ossam el-Kadi y élaborait un partage des richesses syriennes entre les États membres de la coalition, à appliquer le « *jour d'après* » (c'est-à-dire après le renversement du régime par l'OTAN et le CCG) [5].

Révolutionnaires ou contre-révolutionnaires ?

Les groupes armés ne sont pas issus des manifestations pacifiques de février 2011. Ces manifestations dénonçaient en effet la corruption et réclamaient plus de libertés, tandis que les groupes armés — nous l'avons vu plus haut — ressortent de l'islamisme.

Au cours des dernières années, une terrible crise économique a frappé les campagnes. Elle était due aux mauvaises récoltes, qui ont été à tort appréhendées comme des malheurs passagers alors qu'elles étaient la conséquence de changements climatiques durables. À cela se sont ajoutées des erreurs dans la mise en œuvre de réformes économiques qui ont désorganisé le secteur primaire. Il s'en est suivi un fort exode rural auquel le gouvernement a su faire face, et une dérive sectaire de certains paysans que le pouvoir a négligé. Dans de nombreuses régions, l'habitat rural n'était pas concentré en villages, mais dispersé sous forme de fermes isolées, personne n'a mesuré l'ampleur du phénomène jusqu'à ce que ses adeptes se regroupent.

En définitive, alors que la société syrienne incarne le paradigme de la tolérance religieuse, un courant takfiriste s'est développé en son sein. Il a fourni la base des groupes armés. Ceux-ci ont été richement financés par les monarchies wahhabites (Arabie saoudite, Qatar, Sharjah).

Cette manne a suscité le ralliement de nouveaux combattants parmi lesquels on trouve des parents de victimes de la répression massive du sanglant coup d'État manqué des Frères musulmans, en 1982. Leur mobile est souvent moins idéologique que personnel. Il ressort de la vendetta.

De nombreux voyous et repris de justice appâtés par l'argent facile se sont ajoutés : un « *révolutionnaire* » est payé 7 fois le salaire moyen.

Enfin, des professionnels ayant combattu en Afghanistan, Bosnie, Tchétchénie ou Irak ont commencé à affluer. Au premier rangs desquels les hommes d'Al Qaida en Libye, conduits par Abdelhakim Belhaj en personne [6]. Les médias les présentent comme des jihadistes, ce qui est inapproprié, l'islam ne concevant pas de guerre sainte contre des coreligionnaires. Ce sont avant tout des

mercenaires.

La presse occidentale et du Golfe insiste sur la présence de déserteurs dans l'ASL. C'est certain, mais il est par contre faux qu'ils aient fait défection après avoir refusé de réprimer des manifestations politiques. Les déserteurs en question rentrent presque toujours dans les cas que nous avons précédemment cités. Au demeurant, une armée de 300 000 hommes a forcément parmi elle ses fanatiques religieux et ses voyous.

Les groupes armés utilisent un drapeau syrien à bande verte (au lieu de la bande rouge) et à trois étoiles (au lieu de deux). La presse occidentale le qualifie de « *drapeau de l'indépendance* », car il était en vigueur au moment de l'indépendance du pays, en 1946. En réalité, il s'agit du drapeau du mandat français qui resta en vigueur lors de l'indépendance formelle du pays (1932 à 1958). Les trois étoiles représentent les trois districts confessionnels du colonialisme (alaouite, druze et chrétien). Utiliser ce drapeau, ce n'est certainement pas brandir un symbole révolutionnaire. Au contraire, c'est affirmer vouloir prolonger le projet colonial, celui de l'Accord Sykes-Picot de 1916 et du remodelage du « *Moyen-Orient élargi* ».

Au cours des 18 mois d'action armée, ces groupes armés se sont structurés et plus ou moins coordonnés. En l'état actuel, la grande majorité sont passés sous commandement turc, sous le label Armée syrienne libre. De fait, ils sont devenus des supplétifs de l'OTAN, le quartier général de l'ASL étant même installé sur la base aérienne de l'OTAN à Incirlik. Les islamistes les plus durs ont formé leurs propres organisations ou ont rejoint al-Qaida. Ils sont sous le contrôle du Qatar ou de la branche sudeiri de la famille royale saoudienne [7]. *De facto*, ils sont rattachés à la CIA.

Cette constitution progressive, qui part de paysans pauvres pour se terminer avec un afflux de mercenaires, est identique à ce que l'on a connu au Nicaragua lorsque la CIA organisa les Contras pour renverser les sandinistes, ou que l'on avait connu à Cuba lorsque la CIA organisa le débarquement de la Baie des cochons pour renverser les castristes. Précisément, c'est de ce modèle que les groupes armés syriens se revendiquent aujourd'hui : en mai 2012,

les Contras cubains ont organisé à Miami des séminaires de formation à la guérilla contre-révolutionnaire pour leurs homologues syriens [8].

Les méthodes de la CIA sont partout les mêmes. Ainsi les Contras syriens ont concentré leur action militaire d'une part sur la création de bases fixes (mais aucune n'a tenu, même pas l'Émirat islamique de Baba Amr), puis sur le sabotage de l'économie (destruction des infrastructures et incendie des grandes usines), enfin sur le terrorisme (déraillement de trains de passagers, attentats à la voiture piégée dans des sites fréquentés, assassinat de leaders religieux, politiques et militaires).

Par conséquent, la partie de la population syrienne qui pouvait avoir de la sympathie pour les groupes armés au début des événements, pensant qu'ils représentaient une alternative au régime actuel, s'en sont progressivement désolidarisés.

Sans surprise, la bataille de Damas a consisté à faire converger vers la capitale les 7 000 combattants dispersés dans le pays et des armées de mercenaires en attente dans les pays limitrophes. Des dizaines de milliers de Contras ont tenté de pénétrer le pays. Ils se sont déplacés simultanément en nombreuses colonnes de pick-up, préférant traverser les déserts que prendre les autoroutes. Une partie d'entre eux a été stoppée par des bombardements aériens et a dû rebrousser chemin. D'autres après s'être emparés de postes-frontière sont parvenus à la capitale. Il n'y ont pas trouvé le soutien populaire escompté. Au contraire, ce sont les habitants qui ont guidé les soldats de l'Armée nationale pour les identifier et les déloger. Au final, ils ont été contraints de battre en retraite et ont annoncé qu'à défaut de prendre Damas, ils prendraient Alep. Au demeurant, cela montre qu'ils ne sont ni des Damascènes en révolte, ni des Alepins, mais des combattants itinérants.

Infiltration de Contras via le désert près de Dera

L'impopularité des groupes armés doit être comparée avec la popularité de l'Armée régulière et des milices d'auto-défense. L'Armée nationale syrienne est une armée de conscription, c'est donc une armée populaire, et il est impensable qu'elle puisse servir à une répression politique. Depuis peu, le gouvernement a autorisé la constitution de milices de quartiers. Il a distribué des armes aux citoyens qui se sont engagés à consacrer chaque jour 2h de leur temps pour défendre leur quartier, sous encadrement militaire.

Des vessies pour des lanternes

En son temps, le président Reagan rencontra quelques difficultés pour présenter ses Contras comme des « *révolutionnaires* ». Il créa pour cela une structure de propagande, le Bureau de la diplomatie publique, dont il confia la direction à Otto Reich [9]. Celui-ci corrompit des journalistes dans la plupart des grands médias US et ouest-européens pour intoxiquer le public. Il lança entre autres une rumeur selon laquelle les sandinistes disposaient d'armes chimiques et risquaient de les utiliser contre leur propre peuple. Aujourd'hui la propagande est dirigée depuis la Maison-Blanche par le conseiller de sécurité nationale adjoint chargé des communications stratégiques, Ben Rhodes. Il applique les bonnes vieilles méthodes et a ressorti contre le président el-Assad la rumeur des armes chimiques.

En collaboration avec le MI6 britannique, Rhodes a réussi à imposer comme principale source d'information des agences de presse occidentales une structure fantôme : l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Les médias n'ont jamais questionné la crédibilité de cette signature, alors même que ses affirmations ont été démenties par les observateurs de la Ligue arabe et par ceux des Nations Unies. Mieux, cette structure fantôme, qui n'a ni locaux, ni personnel, ni expertise, est également devenue la source d'information des chancelleries européennes depuis que la Maison-Blanche les a convaincues de retirer leur personnel diplomatique de Syrie.

En attendant le direct, le correspondant d'Al-Jazeera Khaled Abou Saleh téléphone à sa rédaction. Il prétend que Baba Amr est bombardé et organise les bruitages. M. Abou Saleh était invité d'honneur de François Hollande à la 3e Conférence des Amis de la Syrie.

Ben Rhodes a également organisé des spectacles pour journalistes en mal d'émotions. Deux tours operators ont été mis sur pied, l'un au cabinet du Premier ministre turc Erdogan et le second au cabinet de l'ex-Premier ministre libanais Fouad Siniora. Les journalistes qui le souhaitent étaient invités à entrer illégalement avec des passeurs en Syrie. On offrait durant des mois un voyage depuis la frontière turque dans un village témoin situé en montagne. On pouvait y réaliser des séances photos avec des « *révolutionnaires* » et « *partager le quotidien des combattants* ». Puis, pour les plus sportifs, on pouvait depuis la frontière libanaise aller visiter l'Émirat islamique de Baba Amr.

Fort étrangement, nombre de journalistes ont observé eux-mêmes d'énormes falsifications, mais ils n'en ont tiré aucune conclusion. Ainsi, un célèbre reporter-photographe a filmé les « *révolutionnaires* » de Baba Amr brûler des pneus pour dégager de la fumée noire et faire accroire à un bombardement du quartier. Il a diffusé ces images sur Channel4 [10], mais a continué à affirmer qu'il avait été témoin du bombardement de Baba Amr relaté par l'Observatoire syrien des Droits de l'homme.

Ou encore, le *New York Times* a relevé que des photos et vidéos transmises par le service de presse de l'Armée syrienne libre et montrant de valeureux combattants étaient des mises en scène [1]. Les armes de guerre étaient en réalité des répliques, des jouets pour enfants. Le quotidien a néanmoins continué à croire en l'existence d'une armée de déserteurs de près de 100 000 hommes.

Lecture d'une déclaration de l'Armée syrienne libre. Les fiers « *déserteurs* » sont des figurants qui portent des armes factices.

Selon un schéma classique, les journalistes préfèrent mentir que reconnaître qu'ils se sont fait manipuler. Une fois bernés, ils participent donc consciemment au développement du mensonge qu'ils ont découvert. Reste à savoir si vous, lecteurs de cet article, préférerez aussi fermer les yeux ou si vous déciderez de soutenir le peuple syrien contre l'agression des Contras.

Thierry Meyssan

[1] La place Tahrir n'est pas la plus vaste du Caire. Elle a été choisie pour des raisons de marketing, le mot *Tahrir* se traduisant dans les langues européennes par *Liberté*. Ce symbole n'a évidemment pas été choisi par les Égyptiens, car il existe plusieurs mots en arabe pour désigner la Liberté. Or, Tahrir indique la Liberté que l'on reçoit, pas celle que l'on acquiert.

[2] La presse occidentale a pris l'habitude d'orthographier le nom de M. Syda en ajoutant un « a », en « Sayda », de manière à éviter la confusion avec la maladie du même nom. Ndlr

[3] Le terme « *préméditation* » s'emploie normalement en droit criminel. En matière politique, le terme adéquat est « *complot* », mais l'auteur s'est abstenu de l'utiliser car il suscite une réaction hystérique de la part de ceux qui s'appliquent à faire croire que la politique occidentale est transparente et démocratique. Ndlr

[4] « *Washington a rédigé une nouvelle constitution pour la Syrie* », *Réseau Voltaire*, 21 juillet 2012.

[5] « *Les « Amis de la Syrie » se partagent l'économie syrienne avant de l'avoir conquise* », par German Foreign Policy, traduction Horizons et débats, *Réseau Voltaire*, 14 juin 2012.

[6] « *L'Armée syrienne libre est commandée par le gouverneur militaire de Tripoli* », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 décembre 2011.

[7] Pour plus de détails, lire « *La Contre-révolution au Proche-Orient* », par Thierry Meyssan, *Komsomolskaïa Pravda/Réseau Voltaire*, 11 mai 2011.

[8] « *L'opposition syrienne prend ses quartiers d'été à Miami* », par Agence Cubaine de Nouvelles, Jean Guy Allard, *Réseau Voltaire*, 25 mai 2012.

[9] « *Otto Reich et la contre-révolution* », par Arthur Lopic, Paul Labarique, *Réseau Voltaire*, 14 mai 2004.

[10] « *Syria's video journalists battle to tell the 'truth'* », Channel4, 27 mars 2011.

[11] « *Syrian Liberators, Bearing Toy Guns* », par C. J. Chivers, *The New York Times*, 14 juin 2012.

Source : « *Qui se bat en Syrie ?* », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 23 juillet 2012, www.voltairenet.org/a175109